



Déclaration

Janvier 2009

Discours de clôture de la journée de réflexion sur l'objection de croissance

Bruxelles, le 21 février 2009

Association d'Objecteurs de Croissance

Rue Basse-Marcelle 26, 5000 Namur

www.objecteursdecroissance.be - info@objecteursdecroissance.be

L'objectif de l'AdOC est d'enrichir et de développer chez nous en Belgique la réflexion et l'action des Objecteurs de croissance.

Nous vivons dans un monde en crises. Crises au pluriel... À tel point que l'on peut parler de « décomposition » de nos sociétés. Les propositions de solutions pleuvent mais la majorité d'entre-elles, de quelques bords que ce soit, restent assujetties à l'idéologie de la croissance économique. Alors qu'un changement de cap est indispensable, la solution proposée comme unique voie acceptable est un maquillage en vert du développement industriel rebaptisé développement durable. Et s'il s'agissait là d'une erreur fondamentale, de la cause majeure de bien des problèmes ? C'est ce que pensent les Objecteurs de Croissances. Ce mouvement prend de l'ampleur, chez nous aussi. Au-delà des analyses, il établit des propositions et construit des alternatives.

Le 21 février 2009, pour marquer la mise en place d'un processus de constitution d'un mouvement politique (un mouvement, pas un parti), AdOC a organisé en collaboration avec ATTAC ULB et les asbl GRAPPE, Les Amis de la Terre Belgique et Respire, la première journée belge de réflexion sur l'objection de croissance. Cette journée, qui avait pour objectif de sensibiliser le public belge francophone aux thèses philosophiques et politiques de l'objection de croissance, a permis à plus de 800 personnes d'écouter et d'interagir avec Marie-Dominique Perrot, Serge Latouche, Ricardo Petrella, Michaël Singleton, Christian Arnspenger, Paul Lannoye et d'autres penseurs et acteurs de la décroissance.

Si vous désirez participer à l'élaboration du mouvement (groupes de travail, etc.), sachez que le préalable est la pleine adhésion à la déclaration et au discours de clôture de la journée de réflexion du 21 février 2009 (voir ci-dessous) : écrivez-nous !.

Déclaration

Nos sociétés sont hantées par le dogme de la croissance économique. Pas un jour ne passe sans que soit alimentée l'idéologie du toujours plus, présentée comme LA voie que nous devrions tous impérativement suivre. Le productivisme aveugle alimente la surconsommation frénétique de femmes et d'hommes réduits chaque jour davantage à leurs fonctions mercantiles et au statut de simples rouages d'une mécanique économique mortifère. Aujourd'hui, les valeurs marchandes dominent toute autre valeur humaine ; le vivant lui-même est devenu marchandise et objet de brevetage. Sommé d'être rentable pour garantir et accroître le rythme d'une machine folle, l'humain est livré en pâture à la loi du profit maximal qui dévaste la Planète et favorise une partie toujours plus restreinte de la population.

Au moment où l'on voit s'effondrer les étages les plus instables du château de carte financier dont la chute menace d'entraîner l'ensemble de l'architecture économique internationale, le caractère forcené de cette fuite en avant croissantiste apparaît crûment à qui accepte de ne plus détourner le regard. Ainsi les États – et donc les contribuables – sont mis à contribution pour éponger les folies spéculatives de marchands qui garantissaient « leur croissance » par des logiques financières coupées du monde réel.

Ce dernier se rappelle pourtant brutalement au souvenir de ceux qui le croyaient sous contrôle. L'envolée des prix du pétrole fut l'un des

principaux déclencheurs de la crise financière. Cet or noir qui est devenu le sang de l'économie, le monde entier le veut en quantités croissantes alors que la production stagne, les réserves accessibles entrant en déclin. Nous savons qu'il n'y a pas de croissance infinie possible sur une planète aux ressources limitées. L'émergence de pays géants sur la scène internationale et leur volonté d'entrer dans la danse lancée par l'Occident rendent évident le caractère totalement insoutenable de nos modes de vie.

Le développement durable nous promet depuis plus de vingt ans un aménagement en douceur du fonctionnement de nos sociétés industrielles et de nos pratiques pour les rendre compatibles avec les nécessités sociales et environnementales.

Où en sommes-nous aujourd'hui ?

- La boulimie énergétique sur laquelle repose notre modèle économique nous a menés au seuil des pénuries de ressources fossiles.
- Les sols sont épuisés par des pratiques incompatibles avec le vivant.
- L'effondrement de la biodiversité est si violent que nous sommes confrontés à la sixième extinction massive des espèces.
- Les déséquilibres géopolitiques augmentent en même temps que la pression sur les ressources.
- Les niveaux de pollution ne cessent de croître, aggravant notamment le bouleversement climatique dont les conséquences catastrophiques sont d'ores et déjà subies par les populations les plus fragiles du globe.
- La santé des êtres humains se détériore significativement.
- Les inégalités sociales se renforcent entre pays mais également à l'intérieur de ceux-ci.

Ces constats, nous sommes de plus en plus nombreux à les faire, à les reconnaître. Mais si nous les posons aujourd'hui, c'est avec la ferme volonté de les dépasser. Aussi lourds soient-ils, ils n'emportent pas notre résignation : ils ne sont pas inéluctables !

Avec d'autres dans le monde, nous affirmons clairement qu'un changement de cap est possible et nécessaire ; qu'il doit être franc, décidé, fort et nous mener vers une société plus solidaire, plus juste et plus heureuse, qui respecte l'immense diversité de la vie, ses fragilités comme ses potentialités.

Nous refusons la logique d'une compétition déshumanisante, l'horizon bouché de la surconsommation, la soumission aveugle en une technoscience hissée au rang de religion, qui renforcent les pouvoirs de contrôle, sapent la démocratie et menacent l'avenir même de l'humanité. Nous voulons sortir du sillon qui nous entraîne vers l'autodestruction et la barbarie. C'est une obligation morale mais aussi une nécessité matérielle, tant les limites de la Terre ne sont pas négociables et nous imposent réalisme et sagesse devant les faits.

Nous ne voulons pas une « autre consommation », mais sortir du consumérisme pour retrouver la maîtrise de nos usages, nous réapproprier la maîtrise de nos modes de vie et sauver le Bien commun.

Nous ne voulons pas une « autre croissance », mais en finir avec le productivisme, la spéculation et le mythe d'une croissance infinie.

Nous ne voulons pas un modèle simpliste dans lequel l'avoir prime sur l'être, mais que chacun puisse s'épanouir légitimement dans la société.

Nous voulons agir pour une démocratie effective et vivante, pour l'équité et la solidarité entre tous les humains par la coopération et le partage.

Avec d'autres, nous avons identifié plusieurs balises d'un nouveau chemin. D'ores et déjà, nous voyons qu'en de multiples endroits naissent des expériences et des réflexions porteuses de transformations profondes. Citons à titre d'exemple : l'autonomie énergétique, la relocalisation de l'économie, l'autosuffisance et la souveraineté alimentaires, les échanges de savoirs, la simplicité volontaire, la bioéconomie... Tous ces savoirs et savoir-faire sont constitutifs d'un nouveau paradigme que nous voulons contribuer à renforcer et à diffuser.

Parce que nous voulons nous placer du côté de la vie et de l'avenir, nous savons qu'il nous incombe de prendre notre part de responsabilité et de participer à rendre le cours des choses viable et préférable pour nous-mêmes mais aussi pour ceux et celles qui viendront après nous.

Nous invitons donc toutes les personnes qui désirent sortir de l'obsession de la richesse matérielle, de l'illusion de la domination et de la folle concurrence à explorer avec nous d'autres possibles.

Pascal Cambier, Daniel Cauchy, Marie-Rose Cavalier, Martine Dardenne, Réginald De Potesta, Françoise Gilboux, Michèle Gilkinet, Jean-Baptiste Godinot, Roland Hinnion, Noëlle Hinnion, Paul Lannoye, Francis Leboutte, Bernard Legros, Damien Lesca, Pierre Stein, Georges Trussart, Benoît Wegria.

Discours de clôture de la journée de réflexion sur l'objection de croissance

Bonsoir,

Cette journée de réflexion sur l'objection de croissance touche à sa fin. Comme espéré, les interventions furent très riches d'enseignements, les interpellations et débats furent animés.

Parmi les nombreux apports d'aujourd'hui et sans tenter la synthèse d'une journée pleine de travail, permettez-moi de souligner très rapidement quelques-uns des éléments qui ont été au cœur des discussions et qui me permettront de rebondir vers l'invitation que nous voulons vous proposer.

On a vu ce matin que pour que la décroissance puisse être un choix, il faut d'abord décroire. Décroire en les mythes qui font le tourniquet croissance-développement-progrès, identifié par Marie-Dominique Perrot.

Sans ce travail de retour sur les évidences, il ne sera pas possible de sortir de notre condition de complice avec un système qui pourtant ne nous convient pas.

Comme cela a également été souligné à plusieurs reprises, les actions individuelles, celles de l'écoconcommateur par exemple, doivent pouvoir converger pour créer la masse critique dont parlait Mme Perrot, seule capable d'actualiser les résistances - qui sont au cœur du programme de M. Latouche - en changement de société, et espérons-le « d'augmenter l'humain » comme le proposait M. Singleton.

AdOC, notre association d'objecteurs de croissance, voudrait contribuer à l'émergence de cette nouvelle force collective.

L'intérêt observé et la passion exprimée plusieurs fois durant les débats, nous voudrions les prolonger, les amplifier et les transformer en un mouvement qui devienne un véritable acteur de changement pour l'objection de croissance.

Nous n'allons pas rester au balcon, ni tergiverser face à cette crise

qui s'aggrave de jour en jour, attendant que peut-être une solution tombe du ciel. La solution aurait en effet autant de chance de tomber du ciel que de sortir des parlements actuels, puisque ceux-ci sont embourbés dans l'ornière croissantiste depuis des lustres sans parvenir d'aucune manière à s'en extraire.

Il nous faut donc agir, individuellement mais aussi collectivement, faire notre part comme le dit Pierre Rabhi, pour participer à faire advenir ce que nous souhaitons.

Si nous voulons sortir de l'ornière qui mène à l'effondrement et qui a été clairement identifiée aujourd'hui, il nous faut en effet nous organiser, collectivement, pour bâtir des propositions fortes, réalistes, praticables qui permettent l'émergence d'une nouvelle façon conviviale de vivre ensemble.

Nous pensons évident que si nous ne nous organisons pas, la collection des actions individuelles éparpillées restera sans effet suffisant, alors qu'il nous faut faire émerger une nouvelle force collective capable de porter le projet de société qui habite l'objection de croissance, et de le faire advenir.

Nous organiser suppose que nous soyons capables de reconnaître ce qui nous unit plus que ce qui parfois nous sépare, d'avancer à partir de ce qui fait que nous sommes semblables, tout en respectant la richesse des différences et des individualités.

Si nous ne nous organisons pas, nous resterons isolés et demeurerons une masse désunie incapable de reprendre son destin collectif en main.

Nous vous proposons donc de commencer le travail de mise en chantier d'un nouveau mouvement politique.

Un mouvement politique d'objecteurs de croissance, *c'est à dire une forme de mobilisation collective structurée et politisée autour du projet de l'objection de croissance.*

Un tel mouvement doit selon nous éviter deux écueils qui expliquent pour beaucoup l'absence de force capable de s'opposer à la logique implacable de la croissance économique, du productivisme et de sa forme capitaliste actuelle.

Ces deux écueils balisent les extrêmes de ce qui est communément appelé « la crise de la représentation ». Il s'agit de la dépolitisation et de la logique de parti.

Pour ne pas faire long après cette journée intense, disons que la **dépolitisation** est sans doute l'état individuel et collectif préféré des experts de la gouvernance qui ne souhaitent pas être dérangés lorsqu'ils officient.

C'est de fait une condition politique – ou plutôt l'absence de condition politique - qui profite à la logique destructrice de la croissance productiviste, puisqu'elle n'y oppose aucune force.

L'individu dépolitisé n'est plus en mesure de donner sens à l'organisation sociale dans laquelle il vit, ou ne voit pas comment il peut peser efficacement lui-même et avec d'autres dans le débat démocratique pour participer activement à l'avènement d'un projet de société qui lui convient.

Cet individu en vient à être réduit à l'état de consommateur, à moins qu'il ne s'isole volontairement du monde par une certaine robinsonnade.

Lorsqu'elle s'étend à la société, la dépolitisation fait de la démocratie la simple chambre d'enregistrement de la logique dominante qui pour l'instant est celle du marché, substitue la gouvernance à la délibération, la représentation à la participation. La dépolitisation de la société convient bien sûr parfaitement aux champions de la croissance, eux qui n'ont pour seul projet que la mise en œuvre des moyens nécessaires pour poursuivre la croissance.

A l'autre bord de la crise de la représentation, l'écueil qu'il nous semble fondamental d'éviter est la **logique de parti**. Celle-ci apparaît lorsque le désir politique initial qui voulait promouvoir et défendre des idées, des valeurs et un projet de société, s'efface pour

laisser place à une institution qui se ferme au monde, qui tourne en rond, qui commence à n'obéir plus qu'à ses logiques internes et ses luttes de pouvoir intestines.

Le parti politique institutionnalisé s'enlise lorsqu'il devient l'affaire exclusive de professionnels, d'experts de la chose publique qui s'extraient du public.

Voilà une seconde impasse que nous voulons absolument éviter. Si un mouvement politique d'objecteurs de croissance est nécessaire il nous semble qu'il ne peut pas, et même qu'il ne doit pas prendre la forme d'un parti politique classique.

Deux écueils à éviter donc: la dépolitisation et la logique de parti.

Ne pas lâcher le politique, sans verser dans la délégation électorale sporadique.

Il nous faut inventer une façon de faire de la politique qui ne soit pas coupée de la vie quotidienne et enfermée dans les logiques électoralistes, une façon de faire qui ne se résume pas à la lutte des places et qui n'élude pas non plus les rapports de force.

Reconquérir le pouvoir de faire démocratie, qui a été confisqué par des appareils inféodés à des logiques intenables.

Reconquérir le pouvoir non pour lui-même, mais simplement pour nous redonner collectivement la capacité de décider du sens de nos vies, de déterminer des projets de sociétés choisis par délibération publique.

Plutôt que de nous laisser mener par le bout de l'urne dans des jeux qui sont d'éternelles déceptions, organisons nous-mêmes notre propre **autoreprésentation politique**, en relocalisant aussi le politique.

Le mouvement d'objecteurs de croissance que nous vous invitons à mettre en route avec nous devrait notamment pouvoir donner une dimension politique aux propositions et suggestions qui émergent de la société et du monde associatif, agir de manières diverses pour la maîtrise des choix de vies aussi bien individuels que collectif, favoriser et promouvoir l'autonomie, la solidarité et la démocratie.

Ce mouvement pourrait selon nous développer son identité et ses propositions sur quatre axes complémentaires :

1. La création de liens de solidarité parmi les objecteurs de croissance et entre les objecteurs de croissance et tous ceux qui le souhaitent.
2. La proposition et la construction d'alternatives, qu'elles soient de l'ordre des idées ou des pratiques.
3. La résistance à la logique de la croissance et du productivisme.
4. La participation active au débat public et politique pour y porter les analyses et les expériences du mouvement.

Quant au programme politique à proprement parler, il se trouve bien entendu dans le projet de l'objection de croissance – qui faut-il le rappeler reste pour l'instant complètement exclu de la représentation politique tant il consiste en une rupture claire d'avec l'organisation socio-économique actuelle.

Mais les modalités de ce programme sont à réfléchir et à définir ensemble.

Construire collectivement ce mouvement, c'est notre espoir et c'est peu dire que c'est aussi un défi.

Mais il est clair désormais pour qui accepte de ne pas détourner le regard, que nous sommes à l'heure du virage, d'un grand tournant.

Et ça tourne très très fort.

L'ampleur de la crise donne la mesure du défi à relever. Les solutions doivent être à la hauteur et ne pourront qu'être collectives.

Si vous le souhaitez, ce que nous espérons, nous vous invitons donc cordialement à nous rejoindre le 22 mars de 14 heures à 18 heures à Namur pour envisager ensemble une façon de créer collectivement un *mouvement politique d'objecteurs de croissance*.

Notre association y proposera des hypothèses de travail, n'oubliez

pas les vôtres.

Nous parions que l'aventure sera passionnante, ardue certainement, mais ô combien enthousiasmante et nécessaire.

En pratique pour vous inscrire à cette après-midi du 22 mars, il vous suffit de remplir le formulaire qui vous a été remis, et de le retourner à l'adresse indiquée, ou de nous envoyer un mail à info@objecteursdecroissance.be.

Merci encore aux différents intervenants, aux associations coorganisatrices et partenaire de cette journée, merci aux bénévoles, merci beaucoup à tous pour votre présence et votre attention active.

Au plaisir de vous revoir,
au 22 nous l'espérons,
bonne objection de croissance,
et bonne soirée.

Jean Baptiste Godinot